



**COMMISSARIAT À L'ÉNERGIE ATOMIQUE ET AUX ÉNERGIES ALTERNATIVES**  
CENTRE DE CADARACHE  
13108 SAINT PAUL LEZ DURANCE

**B22-05240-LES - PROJET DE MARCHÉ RELATIF À LA RÉALISATION DU  
LOT 3B : « FOURNITURE DU POSTE HT/BT » DU PROJET CIRCE**

**MARCHÉ n°4000XXX P5P30**

ENTRE :

**Le Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives**, Etablissement public de Recherche à caractère Scientifique, Technique et Industriel, dont le siège social est situé bâtiment le Ponant D-25 Rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup> - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019,

représenté par **xx, agissant en qualité de xx,**  
ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET :

La société **XX**, XX, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de XX sous le numéro XX, dont le siège social est situé XX,

représentée par **XX, agissant en qualité de XX,**  
ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

**IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :**

Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives  
Centre de Cadarache – DSTG/SMA – Bâtiment 122  
13108 Saint Paul Lez Durance cedex  
Tél. : 04.42.25.49.77 ou 20.76 - Fax : 04.42.25.23.77  
R.C.S. Etablissement public à caractère industriel et commercial  
PARIS B 775 685 019

**Département de support  
technique et gestion  
Service des marchés et achats**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET.....	3
ARTICLE 2 – DOCUMENTS APPLICABLES .....	3
ARTICLE 3 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS .....	4
3.1 Etendue des prestations.....	4
3.2 Prestations de la part ferme .....	4
3.3 Exigences.....	5
ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXÉCUTION .....	6
4.1 Conditions générales d'exécution .....	6
4.2 Conditions particulières d'exécution.....	6
4.3 Lieu d'exécution.....	8
4.4 Obligation de résultat .....	8
4.5 Obligation générale de conseil et d'information .....	8
4.6 Conflit d'intérêt.....	8
4.7 Livrables .....	9
4.8 Réunions .....	9
4.9 Suivi de la prestation et continuité de service .....	9
4.10 Correspondants techniques .....	9
ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIÈRES .....	10
ARTICLE 6 – TRAITEMENT DES MODIFICATIONS.....	11
6.1 Généralités .....	11
6.2 Établissement du prix des modifications .....	11
6.3 Avenant .....	12
ARTICLE 7 – CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT .....	12
7.1 Conditions de facturation.....	12
7.2 Facturation des modifications du marché (FM).....	12
7.3 Modalités de facturation .....	12
7.4 Régime fiscal.....	12
ARTICLE 8 – DURÉE - DÉLAIS DE RÉALISATION .....	13
ARTICLE 9 – PÉNALITÉS .....	14
9.1 Généralités .....	14
9.2 Pénalités de retard .....	14
9.3 Pénalités en cas d'absence aux réunions .....	14
9.4 Pénalités sur point d'arrêt de surveillance .....	15
9.5 Pénalité en cas d'écarts vis-à-vis des engagements relatifs au respect de l'environnement .....	15
9.6 Pénalités en lien avec des non-conformités.....	15
9.7 Pénalités pour dégradation .....	15
ARTICLE 10 – RÉCEPTION ET GARANTIE .....	15
ARTICLE 11 – CONFIDENTIALITÉ .....	16
ARTICLE 12 – QUALITÉ / SÉCURITÉ / SÛRETÉ / ENVIRONNEMENT .....	16
ARTICLE 13 – SOUS-TRAITANCE .....	17
ARTICLE 14 – MAGASINAGE / ENTREPOSAGE .....	17
14.1 Magasinage .....	17
14.2 Entreposage .....	17
ARTICLE 15 – MISE A DISPOSITION.....	18
ARTICLE 16 – PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIÉES.....	18
ARTICLE 17 – GESTION DES DÉCHETS .....	20
ARTICLE 18 – JURIDICTION COMPÉTENTE .....	21
ANNEXE 1 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT À SON PERSONNEL .....	22
ANNEXE 2 – DÉCOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE (DPGF).....	25
ANNEXE 3 – BORDEREAU DES PRIX COMPLÉMENTAIRES (BPC) .....	26

Référence du document	DG/CAD/DSTG/SMA/BPRT	B22-05240-LES	4000xxx / P5P30	2/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

**Affaire suivie techniquement par :**  
DES/DIMP/DPED/S2IC  
Mme Stéphanie SZARZYNSKI  
Tél : 04.42.25.33.32  
Email: [stephanie.szarzynski@cea.fr](mailto:stephanie.szarzynski@cea.fr)

**Affaire suivie commercialement par :**  
DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT  
Mme Laura ESTOR  
Tél : 04.42.25.42.12  
Email : [laura.estor@cea.fr](mailto:laura.estor@cea.fr)

Et

DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT  
M Clément BOYER  
Tél : 04.42.25.36.57  
Email : [clement.boyer@cea.fr](mailto:clement.boyer@cea.fr)

## **ARTICLE 1 – OBJET**

Le présent marché a pour objet la réalisation du Lot 3B : « Fourniture du poste HT/BT » du projet CIRCE, pour le compte de la Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'œuvre Projet (DIMP) du CEA Cadarache.

## **ARTICLE 2 – DOCUMENTS APPLICABLES**

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché (et de ses annexes), lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité - Sûreté nucléaire - Radioprotection du Marché et leurs annexes, et notamment les dispositions du Plan général de Coordination en matière de Sécurité et de la protection de la santé (PGCSPS) référencé 7301247-PGC et le Plan Contractuel de Sécurité en vigueur.
- les prescriptions techniques et leurs annexes :  
le dossier de consultation référencé B21-03089-LES, avec, faisant partie intégrante :
  - le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) CIRCE-3B-GEN-CEA-CDC-00435 indice A en date du 06/06/2023 et ses annexes,
  - le cahier des clauses techniques générales (CCTG) référencé 610-CIRCE-SPE-21-017-DO Indice C du 28/04/2022,
  - les autres documents joints au DCE.
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés) en matière de discipline, de santé et de sécurité au travail sur le Centre du CEA Cadarache, dont le règlement intérieur du CEA Cadarache dans sa version en vigueur,
- la procédure d'entrée et de sortie de matériel du Centre de Cadarache référencée DEN/CAD/DIR/PR 026,
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (Edition de Janvier 2022),
- le Cahier des Clauses Sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des Entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP),
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée xx en date du xx.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.  
Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BPRT	B22-05240-LES	4000xxx / P5P30	3/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

## ARTICLE 3 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS

### 3.1 Etendue des prestations

La nature du marché, l'étendue et les limites des prestations à réaliser ainsi que l'ensemble des exigences liées au Marché sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et le cahier des clauses techniques générales (CCTG) référencés supra.

La prestation comprend notamment : (§7.2 du CCTP)

- la fourniture des livrables décrits dans le CCTP et le CCTG, la rédaction de tous les documents nécessaires au bon déroulement du projet et listés dans le CCTP et CCTG, notamment les études décrites dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) nécessaires à la réalisation des travaux,
- la réalisation de l'ensemble des missions décrites dans le CCTP et CCTG (suivi des délais, suivi de la facturation, suivi de la configuration, management de la qualité, suivi des exigences de sûreté, respect et suivi des exigences environnementales, réalisation des contrôles, respect des exigences techniques, le respect de l'organisation du chantier et des modalités d'intervention...),
- La fourniture des documents d'organisation et de détails nécessaires aux travaux.
- Le planning de réalisation du présent lot.
- L'établissement préalable d'un PAQP.
- Les études et plans de détail et de méthodes préalables au démarrage des travaux (inclus, notes, plans de détails, procédures de mise en œuvre, tests).
- La fabrication des 2 postes « préfabriqués »,
- La fourniture et pose avec le câblage de l'ensemble des équipements des postes HT/BT
- Les fourniture et pose avec le câblage des alimentations BT depuis les départs normaux et secours jusqu'aux inverseurs de source du local secours.
- Les essais « usine »
- La livraison et manutention des postes
- La réalisation des trémies, les jonctions par fourreaux entre les chambres de tirage et les soubassements des postes HT/BT/ et local secours.
- Le traitement de l'étanchéité au niveau des pénétrations dans le soubassement
- La mise en service des équipements après intégration du poste dans la boucle HTA.
- Les contrôles et essais sur site des équipements (Phase 1 à 2) et les rapports associés.
- La recette des installations avec le SRTM et DCET/SE2C.
- Une assistance pour les essais phase 3 (essais d'ensemble)
- La documentation technique des matériels installés.
- Le repli des installations de chantier.

Et, d'une manière plus générale, le marché comprend :

- l'encadrement des ressources Titulaire et de ses sous-traitants,
- les études nécessaires à la réalisation des prestations spécifiées dans le CCTP et la constitution du Dossier d'Ouvrage Exécuté,
- les approvisionnements, le transport et la livraison sur site de l'ensemble des fournitures,,
- la fourniture de tous les équipements nécessaires à la réalisation des travaux spécifiés dans CCTP,
- la documentation contractuelle en français, et notamment le dossier des ouvrages exécutés qui conditionne la réception du marché,
- les relevés site et l'appropriation de l'existant,
- la réalisation sur site,
- les certificats de conformité et procès-verbaux nécessaires au présent marché,
- toutes les sujétions liées à une prestation se déroulant sur un site CEA (formalités d'accès sur le centre, plans de prévention, suivi médical du personnel intervenant et les sessions de formation préalables),
- la protection de ses ouvrages contre la poussière extérieure durant le chantier et la sécurisation du chantier,
- la participation aux réunions avec le CEA décrites dans le CCTP,
- le maintien en propreté des 2 postes,
- le conditionnement et évacuation a minima quotidienne, des déchets conformément à la procédure de gestion des déchets de l'installation.
- la vérification et les contrôles techniques, les essais et la réception du marché.

### 3.2 Structuration des prestations

Le marché est constitué d'une part ferme et forfaitaire décomposée en 3 postes :

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BPRT	B22-05240-LES	4000xxx / P5P30	4/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

- Poste 1 : Prestations générales : (§7.3, 7.4,8.2, 6.10.5.1 du CCTP)
  - Sous-poste 1.1 Etudes
  - Sous-poste 1.2 DOE
  - Sous-poste 1.3 Organisation
  - Sous-poste 1.4 Assistance aux essais d'ensemble par un technicien essais qualifié et habilité à participer aux essais électriques d'un poste HT/BT
- Poste 2 : Réalisation (fabrication, fourniture, montage, essais) du poste HT/BT normal et du poste de secours (§7.5, 7.10 du CCTP)
- Poste 3 : Livraison / transport / grutage pour les 2 modules (§9 du CCTP)

### 3.3 Exigences

#### Exigences techniques de la prestation

Les prestations, objet du marché, comprennent, en toute hypothèse sans exception ni réserve, dans la limite des tâches qui lui sont confiées, toutes les prestations nécessaires à leur réalisation.

#### Exigences de conformité aux normes applicables et textes réglementaires

L'exécution du marché s'effectuera conformément aux règles de l'art, et aux prescriptions des codes, lois, règlements, instructions, normes, ainsi que des documents techniques unifiés en vigueur et des documents et définition de référence mentionnés dans le cahier des charges. Ils devront être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du Code du Travail.

Le Titulaire sera toujours réputé s'être assuré de l'exactitude des côtes et des indications des plans et descriptifs, qui lui seront remis par le CEA, ainsi que de la possibilité de les suivre strictement.

#### Exigences documentaires

L'ensemble des documents à émettre attendus doit être conforme au CCTP, CCTG et leurs annexes.

Les dispositions concernant le format des documents et la gestion documentaire sont décrites au paragraphe 14 du CCTG, complété par les dispositions du CCTP concernant le format de certains documents (§8.2 « Documents de fin des travaux »).

L'ensemble de ces documents sera enregistré conformément au référentiel et aux procédures qualité du CEA.

Dans le cadre de ses activités, le Titulaire pourra être amené à procéder à une collecte d'informations d'origines diverses. L'interlocuteur CEA permettra au Titulaire d'accéder à tous les documents nécessaires à l'exécution de sa prestation dont les unités du CEA sont émettrices (documents d'installations, documents projets,...)

L'ensemble des documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du Marché ou à la prise d'effet de la dénonciation de celui-ci par l'une ou par l'autre des parties.

Toute information constituée ou produite durant le projet ne pourra prétendre à une demande de titre de propriété industrielle.

Aucune disposition du présent marché ne saura être interprétée comme donnant droit au Titulaire à un quelconque droit à une licence ou tout autre droit lié à un brevet, une technologie ou un savoir-faire quels qu'ils soient détenus par le CEA.

#### Exigences en termes d'organisation

Le Titulaire devra désigner les correspondants marché lors de l'enclenchement.

En phase de réalisation, le Titulaire prévoira la présence sur site d'un responsable pour la phase de travaux sur site.

Le Titulaire mettra en place une organisation permettant de répondre à l'ensemble des exigences demandées dans le CCTP et CCTG et ne pourra arguer de la réalisation d'une tâche en remplacement d'une autre. Il lui appartiendra de s'organiser afin que toutes les tâches nécessaires soient réalisées.

L'organisation mise en place par le Titulaire devra répondre au résultat exigé, à savoir :

La fourniture, le raccordement et la mise en service du poste HT/BT du projet « Centre d'Intervention Résistant aux Conditions Extrêmes » (CIRCE).

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BPRT	B22-05240-LES	4000xxx / P5P30	5/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

#### Exigences en termes de qualifications et compétences

Le Titulaire devra mettre en place une équipe afin de garantir la conformité de l'ensemble des prestations qui lui seront confiées et répondre à son obligation de résultat.

Le Titulaire s'engage à mettre en place le personnel qualifié nécessaire présentant les compétences et les habilitations requises et en cours de validité, afin de réaliser de manière satisfaisante les prestations, objet du marché.

#### Exigences en termes d'exigences de planification

En sus du respect de la périodicité de remise des livrables et du jalonnement du marché, le Titulaire devra respecter les dispositions d'exigences de planification indiquées au §7 du CCTG.

#### Exigences en termes de suivi des dépenses

Dans le cadre du suivi de son marché, le Titulaire devra respecter les dispositions de suivi des dépenses, notamment par la mise en place, et le suivi, d'un échéancier prévisionnel de facturation et d'établissement des situations d'avancement, dont le dispositif est indiqué dans le §8 du CCTG.

#### Exigences en termes de sécurité – sûreté – radioprotection

Le Titulaire met en place une organisation permettant de garantir le bon état de sûreté et de sécurité de l'installation et du chantier.

### **ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXÉCUTION**

Les travaux et prestations sont exécutés par le Titulaire conformément aux dispositions du CCTG, du CCTP et de leurs annexes. Le titulaire est responsable de leur bonne réalisation.

Du seul fait de l'apposition de sa signature sur le présent Marché, le Titulaire reconnaît avoir reçu du CEA, toutes les indications nécessaires à son exécution dans les règles de l'art, notamment en ce qui concerne l'emplacement, les données d'entrée et prescriptions pour les travaux qui lui sont demandés et avoir une parfaite connaissance des exigences imposées pour leur réalisation. Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur de sa mission, objet du Marché ; il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données ou d'informations pour refuser d'intégrer dans sa mission les prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement.

#### **4.1 Conditions générales d'exécution**

Le Titulaire est réputé s'être assuré de l'exactitude des informations qui lui seront remises par le CEA ainsi que de la possibilité de les suivre strictement.

Il est tenu de signaler par écrit au CEA, avant toute exécution des études ou des fabrications, toutes erreurs ou omissions et de proposer éventuellement les modifications ou adaptations qu'il juge nécessaires d'apporter à ces pièces et documents pour assurer la bonne exécution du marché.

Il est responsable de la bonne exécution technique et matérielle des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du présent marché, étant précisé que toutes fournitures défectueuses et prestations non conformes seront reprises par ce dernier dans les plus brefs délais et exclusivement à ses frais. Il répond en particulier de l'exactitude des documents remis au CEA. En conséquence, le titulaire ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions sur ses documents (d'études, offres dans le cadre des Fiches de Modifications) puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix. Le système de surveillance mis en place par le CEA et notamment d'acceptation documentaire ne dédouane pas le Titulaire de ses responsabilités qui doit répondre à son obligation de résultat.

#### **4.2 Conditions particulières d'exécution**

##### **• Traitement des non conformités**

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution technique et matérielle des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du Marché, étant précisé que toute prestation défectueuse sera reprise par ce dernier dans les plus brefs délais et exclusivement à ses frais. Pour toute découverte d'une non-conformité le Titulaire doit émettre une fiche de non-conformité (§12.5 CCTG), le Titulaire devra remettre sous 48 heures après son ouverture, le/les action(s) corrective(s) envisagées pour y remédier ; passé ce délai, les pénalités prévues à l'article 11.7 sont applicables.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BPRT	B22-05240-LES	4000xxx / P5P30	6/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	



- Arrêts de chantier

Est considérée comme arrêt de chantier la conséquence de tout événement de nature à empêcher les activités du Titulaire sur l'ensemble de l'Installation sur une durée supérieure à quatre heures. Tout arrêt de chantier qui n'est pas du fait du Titulaire donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal contradictoire quotidien entre le Titulaire et le CEA.

- o Arrêts programmés et inopinés

- Du fait du CEA

Tout arrêt de chantier non prévu au titre du marché, porté à la connaissance du Titulaire avec un délai de prévenance de 5 jours ouvrés, ne pourra donner lieu à indemnisation.

En cas de délai de prévenance inférieur, le montant de l'indemnisation comprendra exclusivement la prise en charge des frais de main d'œuvre valorisés par le Titulaire sur la base des taux horaires proposés dans le cadre du Bordereau des Prix Complémentaires (BPC) de la décomposition des prix, applicables au présent marché, et validés par le CEA et de matériel du seul personnel affecté à l'intervention, dans la limite de 5 jours.

Le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution de la prestation interrompue au plus tard dans les 2 jours ouvrés après remise à disposition du chantier.

- Du fait du Titulaire

En cas d'arrêt de chantier du fait d'une défaillance du Titulaire (non-respect de consignes de sécurité, ...), il ne pourra se prévaloir d'aucune indemnité ni d'allongement de planning.

- o Démobilisation et remobilisation

- Démobilisation du fait du CEA

Le CEA se réserve le droit de notifier au Titulaire l'arrêt momentané des travaux du marché.

La démobilisation est un arrêt complet de chantier d'une durée supérieure à un mois.

Pour tout arrêt de chantier du fait du CEA entraînant une démobilisation du Titulaire, le CEA indemniserà le Titulaire de l'impossibilité de redéployer immédiatement son personnel intervenant au titre du marché. Cette indemnisation sera suspendue au respect par le Titulaire de l'établissement, dans les 24 heures suivant l'heure de l'arrêt de chantier, d'un constat de démobilisation signé contradictoirement, précisant le motif de l'interruption. Le Titulaire sera indemnisé du montant du forfait figurant au Bordereau des Prix Complémentaires (BPC) en annexe du Marché.

- Remobilisation

Le CEA informera le Titulaire de la reprise d'activité, avec un délai de prévenance d'un mois. Le Titulaire devra remobiliser son personnel intervenant au plus tard en fin du délai de prévenance précité.

Pour toute demande de remobilisation le CEA indemniserà le Titulaire du montant du forfait figurant au Bordereau des Prix Complémentaires (BPC) en annexe du Marché.

- o Intempéries

Les délais d'exécution peuvent être prolongés d'une durée égale au nombre de demi-journées d'intempéries telles que définies ci-dessous, en défalquant le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, égal à 5 jours ouvrés pour la durée du marché.

La notion d'intempéries est définie à partir de seuils au-delà desquels le phénomène naturel est considéré comme intempérie.

La station météorologique de référence sera la station Météo France de Vinon sur Verdon (83150002).

Les seuils définissant la journée d'intempérie sont définis dans le tableau ci-après :

Nature du phénomène	Intensité limite
Précipitations	Précipitations cumulées supérieures ou égales à 20 mm d'eau ou 50 Mm de neige pendant la journée, sur un poste de travail de 8h (pour les travaux extérieurs)
Températures	Température inférieure ou égale - 5°C sous abri à 10 H 00 le matin (pour les travaux extérieurs)
Vent	Vitesse de vent supérieure ou égale 70 km/heure, pendant une période de 2 heures (pour les travaux extérieurs nécessitant l'utilisation d'une grue)

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BPRT	B22-05240-LES	4000xxx / P5P30	7/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Ces prolongations s'appliquent tant au délai global qu'aux jalons intermédiaires tels que définis dans l'article infra et pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux.

Le Titulaire devra signaler, par écrit au CEA, dans les quarante-huit heures qui suivent, l'occurrence d'une journée d'intempéries. Passé ce délai, et de plein droit, les journées d'intempéries ne seront pas prises en compte. Il appartiendra à l'entreprise de démontrer l'entrave objective à l'exécution des travaux.

#### 4.3 Lieu d'exécution

La prestation se déroule sur le site du CEA de Cadarache à Saint Paul lez Durance.

Le Titulaire a reçu les prescriptions générales du CCTG, les documentations en lien avec le chantier concernant les contraintes d'accès, de sécurité..., les prescriptions techniques, le CCTP et leurs annexes et plans... En conséquence, il reconnaît en avoir une bonne connaissance.

#### 4.4 Obligation de résultat

Les prestations objet du présent marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation du présent marché, conformément aux dispositions de l'article 39 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

La mission comprend, en toute hypothèse sans exception ni réserve, dans la limite des tâches qui lui sont confiées au titre du marché, toutes les prestations nécessaires à sa réalisation.

Le Titulaire du présent marché, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des besoins et fonctionnalités et des contraintes et exigences exprimés par le CEA dans les documents contractuels dans la réalisation et jusqu'à l'achèvement complet des ouvrages.

#### 4.5 Obligation générale de conseil et d'information

Le Titulaire est expressément tenu, au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information, lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans l'exécution du marché, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

En particulier, le Titulaire s'engage à signaler sans délai au CEA par écrit, l'obsolescence ou la rupture d'approvisionnement des matériels et équipements prévus au marché durant son exécution (notamment avant toute exécution des études et de lancement des approvisionnements, en cours d'approvisionnement,...), afin de répondre aux besoins du CEA en matière d'approvisionnements et de pièces de rechange associées.

Le Titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants éventuels se conforment aux dispositions de la présente clause relative à l'obligation générale de conseil et d'information.

#### 4.6 Conflit d'intérêt

De manière qu'il ne puisse se trouver en situation de conflit d'intérêt à l'occasion de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à avertir sans délai le CEA si, à l'occasion de l'exécution du présent marché, il se trouve en situation de pouvoir influencer sur les conditions dans lesquelles une Société avec laquelle il entretient des liens soumissionnerait, obtiendrait ou exécuterait un marché portant sur des prestations qui entreraient, directement ou indirectement, dans le champ d'un ou plusieurs projets ou interviendrait en sous-traitance d'un tel marché.

Après examen de la situation ainsi créée, le CEA, soit donnera au Titulaire son accord pour la poursuite des prestations, soit déliera le Titulaire des engagements nés du présent marché en ce qui concerne les prestations concernées et négociera avec lui la moins-value résultant de la non-exécution des prestations.

Si la sous-traitance est autorisée, le Titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants se conforment, en ce qui concerne leur propre autonomie, aux dispositions de la présente clause relative au conflit d'intérêt et à écarter tout sous-traitant d'un groupe de tâches pour lequel ledit sous-traitant se trouverait en situation potentielle de conflit d'intérêt.

Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des engagements ci-dessus, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du présent marché à ses torts, sans formalités judiciaires et sans préavis par le CEA, sans préjudice de tous dommages et intérêts au bénéfice du CEA.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BPRT	B22-05240-LES	4000xxx / P5P30	8/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	



#### 4.7 Livrables

Dans le cadre de sa prestation, le Titulaire fournira l'ensemble des livrables documentaires du CCTP et CCTG, dans les délais impartis.

L'ensemble des livrables attendus pour chaque prestation est listé dans le CCTG et aux paragraphes respectifs de chaque poste prévu du CCTP.

Tous les documents remis, soumis au plan particulier de surveillance (PPS), font l'objet d'une surveillance et devront être acceptés par le CEA, ils seront la propriété du CEA, après leur acceptation.

Cette acceptation ne pourra en aucune manière et à aucun moment être invoquée par le Titulaire pour s'exonérer ou tenter de s'exonérer de tout ou partie de ses responsabilités.

Les délais d'acceptation CEA démarrent à compter de la date remise du livrable par le Titulaire, et sont décrits au §14.3.4.3 du CCTG.

#### 4.8 Réunions

Les réunions seront organisées conformément aux dispositions décrites dans le [CCTP §7.3.2](#).

#### 4.9 Suivi de la prestation et continuité de service

Le Titulaire assure le suivi et la continuité de la prestation, de la date d'enclenchement (T0) de la prestation à l'achèvement prévu de celle-ci.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour poursuivre l'exécution des prestations objet du présent marché.

En cas d'événement impactant l'exécution des prestations, les Parties se réuniront par tout moyen approprié, à l'initiative de la Partie la plus diligente, pour convenir des termes de l'organisation à mettre en place par le Titulaire afin d'assurer la continuité de service dans le respect des contraintes et exigences formulées dans le cadre des documents contractuels du présent marché..

En tout état de cause, la responsabilité de la bonne fin d'exécution des prestations incombe au seul Titulaire.

#### 4.10 Correspondants techniques

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les parties désignent comme responsables techniques les personnes suivantes :

Pour le CEA :

**Stéphanie SZARZYNSKI – Responsable de Lot (RL)**

Unité : DES/DIMP/DPED/S2IC

Email : stephanie.szarzynski@cea.fr

Tél : 04 42 25 33 32

**Patrick EUSTACHON – Responsable Technique (RT)**

Unité : DES/DIMP/DCET/SE2C

Email : patrick.eustachon@cea.fr

Tél : 04 42 25 65 38

Pour le Titulaire :

**xx – xx**

Email :

Tél :

En cas d'indisponibilité de l'un des correspondants, la Partie concernée informera l'autre de la désignation d'un nouvel interlocuteur.

Au cas où l'interlocuteur technique du Titulaire serait remplacé, ce dernier s'engage à avertir le CEA au moins quinze jours à l'avance. Une période de recouvrement d'une durée minimum de quinze jours sera effectuée, à la charge financière du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BPRT	B22-05240-LES	4000xxx / P5P30	9/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement, par du personnel de qualification et d'expérience au moins équivalentes.

Les changements sont notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception et prennent effet à la date de réception de ladite lettre.

## **ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIÈRES**

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois et de l'année de la remise de l'offre : XX 2023.

Les prix comprennent l'ensemble des prestations décrites dans le CCTG, le CCTP et les documents de la LDA.

Les prix forfaitaires sur lesquels s'engage le Titulaire, s'entendent quelles que soient les sujétions et les difficultés d'études et de réalisation rencontrées par le Titulaire lors de l'exécution des prestations.

Les prix sont établis hors taxes et couvrent l'ensemble des charges et frais, notamment :

- les frais de main d'œuvre pour les études et les réalisations du présent marché, incluant les salaires par qualification et catégorie de personnel avec ses protections individuelles, son matériel et outillage (incluant entretien et amortissement), toutes les indemnités, les frais de transport et de déplacement, les voyages périodiques, les primes diverses, les charges sociales, les frais d'homologation et de qualification du personnel lorsque celles-ci sont requises,
- les frais d'encadrement du personnel, les frais de gestion et coordination des sous-traitants, fournisseurs et autres prestataires ainsi que les frais et charges du mandataire dans le cas d'un groupement d'entreprise,
- les approvisionnements, les frais de livraison (amené et repli), d'acheminement, de manutention, d'utilisation, les consommables divers propres à la profession, tous les matériaux et matériels ou ouvrages provisoires nécessaires à l'exécution des travaux, leur mise en œuvre, le stockage et leur pose, les frais d'installation, l'entretien et la mise en œuvre du matériel de chantier, le montage, le repli de chantier,
- les frais relatifs à la surveillance du Titulaire et notamment à la participation à tous les travaux de contrôles et de coordination avec les entreprises et le CEA, y compris les points d'arrêt et mises au points nécessaires pendant la phase d'étude et pendant la réalisation, de façon à coordonner les différentes phases de construction avec les travaux des autres entreprises et avec le montage de certains travaux, et la gestion des études, de la maquette et de toute documentation de réalisation qui en découle, ainsi que les frais de reprises documentaires associées pour aboutir à l'acceptation documentaire, à l'obtention du statut documentaire « Bon pour Exécution » des documents et l'acceptation du DOE,
- les frais consécutifs aux conditions d'interventions, aux discontinuités des travaux, aux aménagements des phasages de la mise à disposition des zones d'intervention par le CEA résultant de l'ordonnancement du chantier liés à l'imbrication des différents corps d'état et métiers intervenants sur le chantier, la coactivité,
- les frais de structure, d'assurance et de chantier, les frais généraux,
- les frais de secrétariat et d'établissement des attachements et des documents de toute nature demandés au titre du marché, et tous les frais résultant de la prise en compte des lois et règlements applicables,
- les matériels informatiques et frais de licences des logiciels,
- les frais de participation à l'ensemble des réunions,
- les frais occasionnés par le respect des dispositions légales et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité telles que : balisage, garde-corps, passerelles...
- les frais relatifs aux échantillons, contrôles, vérifications, analyses et essais divers (essais sur matériaux ou essais de mise en œuvre) et les sujétions d'assurance qualité,
- le nettoyage du chantier en permanence et l'évacuation des déchets,
- les charges et taxes, autres que la TVA, incombant au Titulaire, ainsi que son bénéfice,
- la tenue des performances due au titre de l'obligation de résultat du Titulaire.

Du fait de son expérience, de son savoir-faire et de ses connaissances des règles de l'art, le Titulaire est à même d'avoir l'appréciation nécessaire et suffisante pour lui permettre de s'engager sur le chiffrage des prix forfaitaires et des prix unitaires forfaitaires, sur la base des documents techniques qui lui ont été remis dans le cadre de la procédure de passation du Marché.

En conséquence, et en dehors d'un cas de force majeure, les prix forfaitaires fixés au marché, sur lesquels le Titulaire s'est engagé, s'entendent quelles que soient les sujétions et les difficultés d'études et de réalisation rencontrées lors de l'exécution du Marché.

Le montant du Marché s'établit à la somme forfaitaire et ferme de **xx,xx € HT** (xx euros et xx centimes hors taxes), et est décomposé comme suit :

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BPRT	B22-05240-LES	4000xxx / P5P30	10/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

- Poste 1 : Prestations générales : xx € HT
- Poste 2 : Réalisation (fabrication, fourniture, montage, essais) du poste HT/BT normal et du poste de secours : xx € HT
- Poste 3 : Livraison / transport / grutage pour les 2 modules : xx € HT

## **ARTICLE 6 – TRAITEMENT DES MODIFICATIONS**

### **6.1 Généralités**

Le CEA se réserve le droit de demander au Titulaire des modifications par rapport au marché initial.

Au sens du présent marché, une modification correspond à un changement ou à une évolution des dispositions d'un ou plusieurs documents précités à l'article 2. Elle sera traitée par une fiche appelée « Fiche de Modification » (FM).

Ces modifications peuvent être en plus ou en moins, de tout ou partie du contenu des différents postes définis au marché.

Ces modifications seront formalisées au sein d'une Fiche de Modification (FM), accompagnée de l'offre technico-commerciale du Titulaire.

Toute fiche de modification (FM) devra indiquer a minima :

- Son origine,
- Son contenu détaillé,
- Son coût,
- Son délai,
- L'analyse de son impact sur le projet :
  - o incidence éventuelle sur les performances techniques,
  - o incidence éventuelle sur le planning,
  - o incidence éventuelle financière aux conditions économiques du mois de remise de l'offre sur le marché.

Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter ces modifications.

Le Titulaire est tenu de signaler immédiatement au CEA, au cours de l'instruction des modifications du Marché, les risques, les inconvénients, les vices, les erreurs, les omissions, les incohérences ou les contradictions qui pourraient résulter des modifications notifiées ou résultant de circonstances imprévues.

De même, le Titulaire doit immédiatement signaler à la fois au CEA toute circonstance imprévue susceptible d'avoir une incidence sur le déroulement du Marché.

A défaut d'avoir procédé à cet avis motivé, dans les 10 jours de la découverte de tels vices, risques, erreurs, omissions, incohérences ou contradictions ou de la survenance de telle circonstance imprévue, il ne pourra prétendre à aucun délai et/ou rémunération complémentaire.

Aucune modification ne pourra donner lieu au commencement de l'exécution par le Titulaire avant qu'il n'ait reçu la Fiche de Modification (FM) correspondante signée par le CEA.

### **6.2 Établissement du prix des modifications**

Ce coût détaillé des modifications en plus ou en moins sera établi à partir des prix unitaires figurant dans les décompositions de prix en annexe du marché, qu'elles soient forfaitaires ou estimatives.

A défaut de prix unitaires adaptés dans le marché, le Titulaire établira un devis détaillé soumis à l'approbation du CEA. La décomposition de l'impact coûts est à décrire suivant la même décomposition et aux mêmes conditions économiques que le contrat (mois de remise de l'offre).

Le Titulaire ne pourra procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la Fiche de Modification signée par le CEA, valant acceptation de la FM correspondante.

Le Bordereau des Prix Complémentaires (BPC), en annexe du marché, comprend :

- Les taux horaires applicables au marché, les coefficients majorateurs.
- Le coefficient de peines et soins applicable en cas de sous-traitance et approvisionnement chez un tiers.
- Les prix de mobilisation/démobilisation.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BPRT	B22-05240-LES	4000xxx / P5P30	11/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

### 6.3 Avenant

Pour les modifications de besoin, le CEA notifiera par voie d'avenant, la ou les FM acceptée(s) au cours de la période écoulée. Les modifications de besoin concernées ne peuvent être facturées par le Titulaire qu'après notification par le CEA d'un avenant au marché les contractualisant, signé sans réserve par le Titulaire.

## ARTICLE 7 – CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

Le montant total forfaitaire fixé à l'article 6 du présent marché sera facturé par le Titulaire comme suit :

### 7.1 Conditions de facturation

Le montant du marché sera facturé par le Titulaire comme suit :

- 90 % du montant HT, sur situations mensuelles d'avancement dûment acceptées par le CEA,
- Le solde de 10 % du montant HT, à la réception du marché, après acceptation de l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés.

### 7.2 Facturation des modifications du marché (FM)

Les modifications du besoin, instruites et notifiées au Titulaire par FM, ne peuvent être facturées par le Titulaire qu'après notification par le CEA d'un avenant au marché les contractualisant.

### 7.3 Modalités de facturation

Toutes les factures émises par le Titulaire au titre du présent marché devront porter la référence de ce dernier et des FM, le cas échéant.

Pour les facturations réalisées sur situation d'avancement, le Titulaire transmettra avec sa facture la situation d'avancement du mois considéré, accompagnée du PV d'avancement visé contradictoirement par les parties. Le CEA en assurera le règlement à trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, après livraison ou exécution.

Pour les marchés relatifs à des prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

#### Modalités de facturation au format électronique

Toutes les factures dématérialisées via le portail de l'État Chorus Pro par le Titulaire au titre du présent marché, en plus des mentions légales devront porter :

- **Le numéro de SIRET** du CEA (siège) : 77568501900587
- **Le code service** : CAD-C
- **Le numéro d'engagement** CEA : 4000xxx.

Pour toutes questions lors du dépôt dans Chorus, vous pouvez vous adresser à : [CONTACT\\_DEMAT@cea.fr](mailto:CONTACT_DEMAT@cea.fr)

Pour toutes questions concernant le règlement de vos factures, vous pouvez vous adresser à : [RELANCES@cea.fr](mailto:RELANCES@cea.fr)

### 7.4 Régime fiscal

Chaque terme de paiement sera assorti de la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

Ou si fourniture d'équipement, remplacer les deux phrases ci-dessus par :

Le présent marché est soumis à la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur. S'agissant d'une livraison de bien, la TVA sera exigible au plus tard au moment du transfert de propriété.

En vertu de l'article 269,2-a du CGI modifié par l'article 30 de la loi 2021-1900 du 30 décembre 2021, les acomptes encaissés à compter du 1er janvier 2023, seront soumis à TVA.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BPRT	B22-05240-LES	4000xxx / P5P30	12/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

## ARTICLE 8 – DURÉE - DÉLAIS DE RÉALISATION

Le Titulaire s'engage à réaliser l'intégralité des prestations, objet du présent marché, dans le respect du phasage de son planning d'exécution accepté par le CEA à la réunion d'enclenchement, respectant les dispositions du CCTG.

Le Titulaire s'engage à respecter les délais par phases indiqué dans le tableau ci-dessous

Les délais sont exprimés en jours/semaines/mois calendaires.

Les jalons du marché sont les suivants :

Jalon	Type de jalon	Libellé du jalon	Validation du jalon (Cf. CCTP §6.5.2.2)	Date	Jalon pénalisable
J0	Entrée	Réunion d'enclenchement		J0	
J1	Entrée	Mise à disposition et Prise en compte des données CFo		J0	
J2	Sortie	Remise du planning de référence BPE	Remise du planning BPE détaillé comprenant les tâches nécessaires à la réalisation du marché avec les délais réalistes, des liens cohérents et marges associées	J0 + XX au plus tard première réunion mensuelle	X
<b>Jalons d'études</b>					
J605-EXE-1	Sortie	Remise du dossier d'études de réalisation en version BPO	Ensemble de fiches techniques matériels HTA, cellules, transformateurs, PV d'essais matériels, plans implantation et schémas, notes de calculs câbles BT- HT dissipation thermique, ventilation en version BPO	J0 + XX au plus tard : J0 + 10 semaines	X
J605-EXE-2	Entrée	Analyse et transmission des FAD par le CEA		J605-EXE- 1 + 3 semaines	
J605-EXE-3	Sortie	Remise du dossier d'études de réalisation en version BPE	Prise en compte des commentaires CEA dans le dossier d'études de réalisation permettant le passage en version BPE	J605-EXE-2 + XX Objectif CEA J605-EXE-2 + 4 semaines	X
J605-EXE-4	Sortie	Remise de la procédure d'essai usine	Remise de la procédure d'essai usine BPE	J0 + XX Objectif CEA J605-EXE 3 semaines	X
<b>Jalons de réalisation</b>					
J605 – REAL-1	Entrée	Mise à disposition de la zone pour l'installation du poste HT/BT	Assises prêtes pour accueillir le poste HT/BT	Date indicative : T3 2024	
J605-REAL-2	Sortie	Constat fabrication et essai usine	Remise des PV essais, TGBT, Armoires, coffrets	J0+XX mois Objectif cible J0+15 mois	X
J605-REAL-3	Sortie	Livraison et installation sur site, raccordements BT	Remise du PPSPS, des procédures de levage, des plans de grutage	J605-REAL-2 + XX mois	X

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BPRT	B22-05240-LES	4000xxx / P5P30	13/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

			Remise de la procédure d'essais site avant mise sous tension Installation du poste HT/BT sur le site et raccordements BT	Objectif cible J605-REAL-2 + 1 mois	
J605-REAL-4	Entrée	Mise à disposition effective du poste raccordé aux réseaux HTA et Fo		Date indicative : T1 2025	
J605-REAL-5	Sortie	Raccordement BT sur poste secours et essais	Raccordements aux réseaux BT et essais effectués	J605-REAL-4 + 1 semaine au plus	X
J605-REAL-6	Sortie	Demandes d'autorisations de mise sous tension au CEA pour essais	Faire une demande officielle auprès du CEA pour mettre le poste HT/BT sous tension suite aux raccordements	J605-REAL-5 + 1 semaine au plus	X
J605-REAL-7	Sortie	Recette de l'installation, et des contrôles réglementaires et remise du DOE.	Documents de recette et de contrôles réglementaires du poste HT/BT acceptés par le CEA	J605-REAL-6 + 1 semaine au plus	X
<b>Transverses</b>					
J605 – GEN-1	Sortie	Acception du DOE et réception du marché par le CEA	Remise du DOE sans réserves	J605-REAL-7 + 5 semaines	X

Le CEA prévoit un délai de prévenance de 1 mois pour informer le titulaire de la mise à disposition des éléments précisés dans les jalons J605 – REAL-1 et J605-REAL-4.

## **ARTICLE 9 – PÉNALITÉS**

### **9.1 Généralités**

Les pénalités prévues au présent marché sont applicables de plein droit et, sans mise en demeure préalable ni autres formalités juridiques ou judiciaires, sont facturées directement par le CEA.

Les pénalités appliquées au Titulaire n'ont pas un caractère libératoire. Leur application ne dispense pas le CEA de la possibilité de prétendre à une quelconque réparation de la part du Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice causé au CEA.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10% (dix pour cent) du montant total hors taxes du marché.

Le montant des autres pénalités s'ajoute au montant des pénalités de retard et n'est pas plafonné.

### **9.2 Pénalités de retard**

Tout dépassement par rapport aux échéances associées à la remise des livrables et des échéances associées aux prestations listées à l'article 3 supra et notamment en cas de non-respect des délais de réalisation des prestations précisés à l'article 8 supra, le Titulaire sera passible d'une pénalité calculée sur le montant total hors taxes du marché :

- au taux de 3/1000 (trois pour mille) par jour calendaire de retard constaté pour les prestations de la part ferme.

L'application de pénalités n'exonère pas le Titulaire d'exécuter la prestation objet du retard.

L'application de pénalités de retard ne constitue pas une renonciation à recours que le CEA pourrait avoir à l'encontre du Titulaire pour tout autre préjudice subi du fait du retard.

### **9.3 Pénalités en cas d'absence aux réunions**

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BPRT	B22-05240-LES	4000xxx / P5P30	14/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	



Le CEA pourra appliquer des pénalités pour absence du Titulaire aux réunions planifiées, non justifiée par un motif légitime ou en cas de non-transmission d'un compte-rendu de réunion à raison de 500 € HT (cinq cents euros hors taxes) par réunion.

#### 9.4 Pénalités sur point d'arrêt de surveillance

Dans le cadre de la surveillance qu'exerce le CEA sur la réalisation du Marché, certaines opérations font l'objet d'un point d'arrêt où sa présence est requise.

Dans le cas d'une absence de convocation du CEA à un point d'arrêt, il sera appliqué au Titulaire une pénalité forfaitaire égale à 1 200 € HT (mille deux cents euros hors taxes).

Dans le cas où, une ou des non-conformités apparaissent à l'occasion de cette surveillance, et nécessitent le renouvellement du point d'arrêt en question, il sera appliqué au Titulaire une pénalité forfaitaire égale à 1 200 € HT (mille deux cents euros hors taxes).

#### 9.5 Pénalité en cas d'écarts vis-à-vis des engagements relatifs au respect de l'environnement

En cas de :

- Non-respect des règles de gestion des déchets
- Pollution
- Gaspillage des ressources naturelles

une pénalité forfaitaire de 500 € HT (cinq cents euros hors taxes) sera appliquée pour chaque constat d'écart.

#### 9.6 Pénalités en lien avec des non-conformités

En cas de non-conformité, le Titulaire a 48 heures à compter de la découverte pour formaliser la FNC, la transmettre et remettre au CEA le plan d'actions correctives envisagées. A défaut de respecter ce délai de 48h, le Titulaire sera passible d'une pénalité de 250 € HT (deux cents cinquante euros hors taxes) par jour calendaire de retard.

#### 9.7 Pénalités pour dégradation

-En cas de dégradation des équipements ou d'une partie de l'ouvrage, le Titulaire devra les remettre en état à ses frais. Dans le cas où la dégradation engendre un retard sur le déroulement du planning, le CEA se réserve la possibilité de faire valoir le préjudice subi.

- En cas de constat de détournement de l'usage des équipements présents dans l'ouvrage ou des ouvrages par rapport à leurs fonctions d'usage initial, une pénalité forfaitaire de 1 000 € HT (mille euros hors taxes) sera appliquée pour chaque constat.

### **ARTICLE 10 – RÉCEPTION ET GARANTIE**

#### Etudes

Le Titulaire ne pourra pas être tenu pour responsable des erreurs contenues dans les dossiers techniques de base remis par le CEA. Toutefois, le Titulaire s'engage à faire connaître au CEA les erreurs qu'il y détecterait. Il appartient au Titulaire de demander tout éclaircissement qui paraîtrait nécessaire pour pouvoir, en toute connaissance de cause et en toute responsabilité, procéder à ses propres études de détails.

En cas d'erreur imputable au Titulaire dans ses études, le Titulaire s'engage à corriger l'erreur et/ou à reprendre l'étude reconnue défectueuse à ses frais pendant une période d'un an à compter de la réception du marché.

Si le Titulaire ne respecte pas les obligations prévues ci-avant, le CEA se réserve le droit de faire corriger ou exécuter la prestation par un tiers, aux frais et risques du Titulaire, sans que ce dernier puisse opposer la confidentialité de ses résultats ou une limitation quelconque découlant de droits de propriété intellectuelle ou industrielle.

#### Prestations sur site

L'ensemble du Marché fait l'objet d'une réception, prononcée conformément aux dispositions des articles 30 et 32 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Les délais de garantie sont :

- De 1 (un) an pour la garantie de parfait achèvement.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BPRT	B22-05240-LES	4000xxx / P5P30	15/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

La garantie de parfait achèvement court pendant un délai d'un an à compter de la réception.

Cette garantie s'étend à la réparation de tous les désordres signalés par le CEA, soit au moyen de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception dans le délai d'un an courant à compter de la date de réception.

En cas de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, le Titulaire dispose d'un délai de trois mois à compter de la réception pour procéder aux travaux permettant leur levée.

Les délais nécessaires à l'exécution des travaux de réparation pour les désordres apparus après la réception sont fixés par le CEA.

En cas d'inexécution dans le délai fixé, les travaux peuvent, après mise en demeure restée infructueuse, être exécutés aux frais et risques du Titulaire défaillant.

Le coût des travaux de levée des réserves peut être prélevé de plein droit par le CEA sur les sommes qu'il reste devoir au Titulaire au titre du Marché.

L'exécution des travaux exigés au titre de la garantie de parfait achèvement est constatée d'un commun accord, ou, à défaut, judiciairement.

- De 2 (deux) ans pour la garantie de bon fonctionnement, des matériels et équipements.
- De 10 (dix) ans pour la garantie décennale.

Pour l'ensemble de ces garanties, le départ de la période de garantie est la réception de l'installation.

En cas d'indisponibilité totale ou partielle de l'installation dans ses fonctions nominales telles que définies au marché, pour une raison imputable au Titulaire pendant les périodes de garantie (garanties de parfait achèvement et de bon fonctionnement), les délais de ces garanties sont prolongés d'une durée égale à la durée de non disponibilité de l'installation.

L'expiration de ce délai, dans la mesure où les obligations résultant de la garantie auront été remplies, sera constatée par procès-verbal signé par le titulaire et par le CEA.

L'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ou de bon fonctionnement, dans la mesure où les obligations résultant de la garantie auront été remplies, sera constatée par procès-verbal signé par le Titulaire et le CEA.

Le cas échéant, le Titulaire ne pourra pas être tenu pour responsable des erreurs contenues dans les dossiers techniques de base remis par le CEA. Toutefois, le Titulaire s'engage à faire connaître au CEA les erreurs qu'il y détecterait.

En cas d'erreur imputable au Titulaire dans ses études, le Titulaire s'engage à corriger l'erreur et/ou reprendre l'étude reconnue défectueuse à ses frais pendant une période de 1 an à compter de la réception du marché.

Si le Titulaire ne respecte pas les obligations ci-dessus, le CEA se réserve le droit de faire corriger ou exécuter la prestation par un tiers, aux frais et risques du Titulaire, sans que ce dernier puisse opposer la confidentialité de ses résultats ou une limitation quelconque découlant de droits de propriété intellectuelle ou industrielle.

Sans préjudice des éventuelles garanties légales applicables, le délai de garantie des fournitures est de un an, et le Titulaire reste responsable pendant cette durée de l'ensemble des éléments qu'il a fourni y compris les études préalablement réalisées.

## **ARTICLE 11 – CONFIDENTIALITÉ**

Le Titulaire est tenu de respecter le caractère secret ou confidentiel des informations dont il a connaissance, même de manière fortuite, à l'occasion de l'appel d'offres ou de l'exécution du marché.

Il répond du respect de ce caractère secret ou confidentiel par son personnel, ses fournisseurs ou ses sous-traitants.

Ces informations ne peuvent, sans autorisation de la personne responsable du marché, être communiquées à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

## **ARTICLE 12 – QUALITÉ / SÉCURITÉ / SÛRETÉ / ENVIRONNEMENT**

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BPRT	B22-05240-LES	4000xxx / P5P30	16/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Les prestations, objet du présent marché, sont réalisées suivant les exigences fixées par le CEA pour la sécurité et par les normes en vigueur ISO 9001 et ISO 14001 pour la qualité et l'environnement.

Le Titulaire applique le système d'assurance de la qualité décrit dans son plan d'assurance de la qualité de manière à permettre l'application des dispositions de l'arrêté du 7 Février 2012 fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base depuis la phase de conception jusqu'au démantèlement.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA.  
Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire assistera le CEA dans le cadre des audits et visites de surveillance relatifs à son propre Système de Management.

S'il apparaît que certaines dispositions relatives à la maîtrise de la qualité, à la démarche environnementale ou en matière de sécurité, sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le contrat peut être résilié aux torts du Titulaire, sans indemnité.

## **ARTICLE 13 – SOUS-TRAITANCE**

Toute opération de sous-traitance est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet et joint en annexe du règlement de consultation du DCE référencé à l'article 2 du présent marché.

Le Titulaire doit reporter dans les contrats avec ses sous-traitants l'ensemble des obligations et des spécifications de la présente commande relatives aux prestations sous-traitées.

Les contrats de sous-traitance ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des résultats ou des ouvrages de la présente commande.

Les sous-traitants dont les conditions de paiement n'ont pas été agréés par le CEA sont payés par le Titulaire.

La sous-traitance totale est interdite.

## **ARTICLE 14 – MAGASINAGE / ENTREPOSAGE**

### **14.1 Magasinage**

Le CEA se réserve le droit de différer les dates d'expédition de tout ou partie du matériel après achèvement en usine. Dans ce cas, le Titulaire assure le magasinage et la garde de ce matériel.

Le magasinage est effectué sans frais pour le CEA tant que sa durée, à partir des dates contractuelles, n'excède pas 3 mois.

Au-delà de 3 mois, le Titulaire doit continuer à se charger du magasinage moyennant une indemnité détaillée sous forme de Prix Unitaire Forfaitaire, montant mensuel, figurant dans le BPC en annexe du marché.

### **14.2 Entreposage**

Le Titulaire est responsable de la gestion des flux de livraison d'équipements afin de sécuriser son planning de montage. Il établit notamment un stock tampon lui donnant la souplesse nécessaire pour la réalisation de ses activités à court et moyen terme compatible avec le planning général du Projet.

Le Titulaire est responsable de la mise en œuvre de zones de stockage, en pied d'ouvrage et dans sa zone entreprise, afin de stocker son matériel dans les conditions requises. La gestion et l'attribution des zones de stockage en pied d'ouvrage sont gérées par le CEA (§8 « Installation de chantier » du Règlement de chantier), leur indisponibilité ne peut donner lieu à une réclamation de la part du Titulaire.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BPRT	B22-05240-LES	4000xxx / P5P30	17/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

## **ARTICLE 15 – MISE A DISPOSITION**

Des mises à disposition (MAD) ou mises en service partielles de certains ouvrages ou parties d'ouvrage, même non encore achevés, pourront être requises par le CEA, sans que ce dernier n'en prenne possession, afin notamment de pouvoir exécuter ou de faire exécuter par des tiers des travaux de montage ou d'assemblage, ou des essais autres que ceux qui font l'objet du Marché.

En complément des dispositions de l'article 34.2 des CGA, les dispositions spécifiques ci-après sont applicables au Marché :

Les demandes de mises à disposition sont notifiées par un Ordre de service (OS) avec un délai de prévenance de trois semaines et l'indication des opérations qu'il est envisagé de réaliser sur ces ouvrages. Le Titulaire s'organisera pour permettre la mise à disposition et précisera l'état d'avancement de l'ouvrage.

Si le Titulaire estime que les opérations à réaliser ou faire réaliser par le CEA sont de nature à détériorer l'ouvrage ou s'il estime que les caractéristiques de l'ouvrage ne permettent pas ces travaux ou essais, il peut émettre des réserves qui doivent être motivées et adressées par écrit au CEA. Ces réserves doivent être motivées par écrit au CEA au plus tard 10 jours après réception de l'OS correspondant.

Lors de la mise à disposition, un procès-verbal contradictoire de MAD sera établi par les parties et précisera l'objet et les modalités de la MAD, ainsi que les obligations et responsabilités des parties et auquel sera joint un état des lieux dressé contradictoirement. La mise à disposition commence à la signature contradictoire du PV d'état des lieux.

Le Titulaire a le droit de suivre les travaux et les essais non compris dans son Marché qui intéressent les ouvrages ou parties d'ouvrages ainsi mis à disposition ou en service.

Dans le cas où des essais ou des reprises d'essais demeurent à la charge du Titulaire à l'issue de la MAD, un nouvel état des lieux de l'ouvrage, est dressé.

Sous réserve des conséquences de malfaçons qui lui sont imputables, le Titulaire n'est pas responsable de la garde des locaux mis à disposition du CEA pendant la durée où ils sont mis à disposition.

Pendant cette période, le CEA s'engage à disposer des polices d'assurance nécessaires au regard des obligations qui lui incombent au titre de la garde sur lesdits ouvrages.

Le TITULAIRE ne peut se prévaloir d'un décalage de planning qui lui est imputable qui augmenterait les durées de mises à disposition des ouvrages pour justifier d'une majoration du prix.

Dans le cas où le Titulaire met à disposition les locaux ou parties d'ouvrage en retard par rapport à la date prévue dans le PV de MAD, établie conformément au planning contractuel de réalisation, outre les pénalités objet de l'article 10 ci-avant, il supporte les frais supplémentaires consécutifs au retard occasionné dont notamment toutes reprises d'opérations, de montage et démontage, de fourniture de gabarits, de repli et amenée de chantier, de contrôles et essais supplémentaires.

A l'issue de la mise à disposition des locaux ou partie d'ouvrage, les Parties établissent un procès-verbal de restitution auquel est joint un état des lieux dressé contradictoirement.

## **ARTICLE 16 – PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIÉES**

### Obligation de confidentialité

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent contrat n'ont pas vocation à être publics.

Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit contrat en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BPRT	B22-05240-LES	4000xxx / P5P30	18/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

#### Gestion des informations du CEA

L'exécution du présent contrat peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense<sup>1</sup>, relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

#### ➤ **DIFFUSION ORDINAIRE**

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

#### ➤ **DIFFUSION RESTREINTE**

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- l'arrêté du 09 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale (« IGI 1300 »),
- l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et d'un engagement de l'utilisateur quant au respect des règles de sécurité informatique.

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuiciel.

#### ➤ **Maîtrise des échanges et supports autorisés**

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du marché, CEA, titulaire, co-traitant et sous-traitant.

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	<b>Conteneur chiffré*</b>	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA		
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : <b>Conteneur chiffré*</b>	
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	<b>Conteneur chiffré*.</b> Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
DVDrom ou CDrom		
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	<b>INTERDIT</b> sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

(\*) Accès par mot de passe

<sup>1</sup> Les marchés classifiés et sensibles doivent être instruits conformément aux obligations de l'instruction interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BPRT	B22-05240-LES	4000xxx / P5P30	19/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

### Système d'information

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au marché.

### Engagement de confidentialité

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du Titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

### Restitution des informations et supports

À l'achèvement du contrat, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent contrat. Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

## **ARTICLE 17 – GESTION DES DÉCHETS**

### **17.1 Tri des déchets**

Il est rappelé que la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du CEA en tant que producteur de déchets et du Titulaire en tant que détenteur de déchets, pendant la durée du chantier. Toutefois, le Titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

À ce titre, le Titulaire se doit de procéder au tri des déchets valorisables issus du chantier dont il a la charge pour le compte du CEA (métal, bois, plastique, verre).

Le non-respect de cette exigence fera l'objet d'une non-conformité précisée dans une fiche d'écart suivie de l'application de pénalités selon l'article 9.5 - supra.

### **17.2 Évacuation des déchets**

Le Titulaire devra se conformer strictement aux consignes citées au paragraphe §17.1 supra ainsi qu'aux dispositions du CCTP et CCTG référencés à l'Article 2.

Il est rappelé que quel que soit le mode d'évacuation adopté (apport volontaire sur la déposante, évacuation directe hors du centre) et la nature du déchet (métallique, plastique, inerte, verre, bois, enrobés, déchets industriels en mélange, etc.) le Titulaire devra systématiquement transiter :

- par le bâtiment 300 pour un contrôle radiologique au Service de Protection contre les Rayonnements (SPR),
  - par le bâtiment 785 pour effectuer une pesée au pont bascule et faire enregistrer la fiche de production de déchets dûment signée par le producteur (chargée d'affaires de l'installation au CEA) ainsi que par le SPR.
- Dans le cas d'une évacuation directe, la fiche de production sera complétée du bordereau de suivi de déchets dûment renseigné conformément aux dispositions définies dans les consignes.

Le Titulaire devra respecter la procédure d'évacuation référencée STL NTE DECH DO 083 du 02/02/2021.

Concernant le cas particulier des déchets amiante, le Titulaire devra se conformer aux spécifications réglementaires définies dans la procédure STL NTE DO 1579 du 17.12.2015.

L'évacuation hors du centre des déchets d'amiante est de la responsabilité du CEA. Le Titulaire amené à effectuer des opérations de dépose d'amiante ou des travaux de désamiantage est tenu de respecter les modes opératoires de conditionnement tels que précisés dans les spécifications susvisées. Il appartient également au Titulaire d'émettre au préalable pour chaque nature de déchet d'amiante la fiche d'identification nécessaire à l'obtention par le CEA du certificat d'acceptation préalable de prise en charge par la filière d'élimination.

Le non-respect de ces exigences fera l'objet d'une non-conformité précisée dans une fiche d'écart suivie de l'application de pénalités selon l'article 9.5 - supra.

D'une manière générale, il sera rappelé au Titulaire à l'enclenchement des travaux les exigences principales en matière de gestion des déchets sur le centre de Cadarache.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BPRT	B22-05240-LES	4000xxx / P5P30	20/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	



**ARTICLE 18 – JURIDICTION COMPÉTENTE**

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Marseille.



Fait en deux exemplaires originaux :

Pour le CEA :	Signature :  Date :
Pour le Titulaire :	Signature :  Date :

## **ANNEXE 1 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT À SON PERSONNEL**

En complément des dispositions prévues aux Conditions Générales d'Achat (CGA), et/ou du Règlement intérieur (Titre III) précités à l'article 2 « documents applicables », le Titulaire est responsable de l'application à son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché :

- de l'ensemble de la législation et réglementation sociales (hygiène et sécurité, radioprotection, dosimétrie, travail dissimulé...), notamment, du code du travail et du code de la santé publique,
- des instructions générales de sécurité applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site,
- des instructions particulières aux installations où sont exécutées les prestations.

A ce titre, le Titulaire est notamment tenu de respecter et de faire respecter par son personnel :

### **1. La législation et la réglementation relatives à l'hygiène et la sécurité du travail issues du code du travail :**

et notamment :

- les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (articles R. 4511-1 et suivants du code du travail) ;
- les prescriptions particulières de sécurité et de protection de la santé des personnes qui interviennent sur les chantiers de bâtiment et de génie civil (articles L.4531-1 et suivants et R.4532-2 et suivants du code du travail);
- l'interdiction de faire appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire pour la réalisation de travaux à risques particuliers.

Au titre de ces dispositions, le Titulaire veillera, notamment, à définir une organisation en matière de sécurité et désignera un correspondant sécurité qui sera l'interlocuteur de l'Ingénieur Sécurité de l'Installation du CEA.

### **2. La législation et la réglementation relatives à la radioprotection dont :**

Les dispositions du code de la santé publique ainsi que les dispositions relatives, notamment, à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants et leurs modalités pratiques d'application par :

- la surveillance médicale des personnels et la tenue et la mise à jour des documents prévus par la réglementation ;
- la formation aux risques radiologiques répondant aux exigences du décret n° 2003-296 : formation CEFRI option centre de recherches ou équivalent (programme, durée de formation...) ;
- le classement du personnel dans la catégorie requise ;
- l'assistance de l'unité chargée d'assurer la protection contre les rayonnements. En particulier, le Titulaire communique au Service de Protection contre les Rayonnements (SPR, pour tout nouvel arrivant devant intervenir en zone surveillée ou contrôlée, les doses efficaces et résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle sur une période de 12 mois glissants ;
- la mise en œuvre des obligations particulières en matière de dosimétrie et d'utilisation d'appareils et d'équipements de protection individuelle,
- la certification répondant aux exigences de l'arrêté du 27 novembre 2013 relatif aux entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires et des entreprises de travail temporaire concernées par ces activités,
- le respect des règles générales de radioprotection en vigueur sur le Centre de Cadarache ainsi que les prescriptions de radioprotection décrites dans les Dossiers d'Intervention en Milieu Radioactif (DIMR) et dans les documents des installations relatifs aux travaux à réaliser.

Le Titulaire est tenu de fournir à son personnel des appareils, équipements de protection individuelle et instruments de mesure de l'exposition individuelle (notamment : masques de protection des voies respiratoires, tenues de protection, dosimètres) et de procéder à leur entretien et à leur contrôle annuel.

Les EPVR (Equipements de Protection des Voies Respiratoires) fournis par le Titulaire à ses salariés devront répondre aux exigences des normes NF EN136 et EN14387.

Le Titulaire devra s'assurer de l'adéquation des EPVR aux risques mentionnés au plan de prévention établi entre les parties.

Ces EPVR devront être équipés d'une cartouche filtrante neuve adaptée aux risques présents sur l'(les) installation (s) conformément au Plan de Prévention. Les EPVR ne pourront sortir du périmètre des installations du centre de Cadarache qu'après contrôle tracé du Service de Protection contre les Rayonnement ionisants. Toutes les cartouches filtrantes ne pourront en aucun cas sortir des installations du Centre de Cadarache.

Référence du document	DG/CAD/DSTG/SMA/BPRT	B22-05240-LES	4000xxx / P5P30	22/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Toutes cartouches utilisées (opercule ouvert) devront être mises dans la filière des déchets nucléaires (a minima TFA) sur l'installation où elles auront été utilisées.

Les consignes particulières prises sur le Centre de Cadarache en application du décret n°2003-296 (codifié aux articles R.4451-1 et suivants du code du travail) autorisant le chef d'établissement à adopter des mesures en matière de radioprotection, prévoient, notamment, des plafonds en matière d'exposition individuelle aux rayonnements ionisants, l'utilisation du système CARD pour le suivi de la dosimétrie opérationnelle du personnel affecté à des travaux sous rayonnements ou intervenant en zone contrôlée, l'utilisation si nécessaire d'EPVR filtrants (Equipements de Protection des Voies Respiratoires), un référentiel des durées d'intervention en tenue de protection et des recommandations pour l'évaluation de la situation de travail.

En particulier, aux termes de ces consignes :

- la somme des doses efficaces reçues par exposition externe et interne par un travailleur intervenant en zone surveillée ou réglementée ne doit pas dépasser 15 mSv sur douze mois consécutifs ;
- les appareils, équipements de protection et instruments de mesure du Titulaire doivent respecter, en particulier, les conditions suivantes :
  - les dosimètres doivent être compatibles avec le système de suivi de la dosimétrie opérationnelle CARD utilisé par le CEA ;
  - les EPVR filtrants doivent être certifiés CE et avoir été vérifiés selon une méthode normalisée ou validée par le CEA dans l'année qui précède leur utilisation dans les installations du CEA. Une copie des certificats de contrôle devra être remise au CEA ;
  - la durée maximale de port des tenues avec ou sans adduction d'air doit respecter le référentiel établi par le CEA figurant dans le cahier des charges du présent marché ou doit être validé par le Service de Santé au Travail du Centre de Cadarache en concertation avec le service de médecine du travail du Titulaire dans le cadre d'une convention signée entre eux.

Le CEA procède directement à la transmission des résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle issus du système CARD par informatique vers la base SISERI de l'IRSN. Le CEA met par ailleurs les résultats de la dosimétrie opérationnelle à la disposition de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR) du Titulaire, au travers d'un accès à la borne informatisée de consultation de la base CARD2. Cette disposition permet à la PCR d'assurer le suivi de la dosimétrie opérationnelle des intervenants pour le compte de son entreprise et d'assurer la communication des résultats, sous leur forme nominative, au travailleur concerné, au médecin désigné à cet effet par celui-ci, au médecin du travail dont il relève, et au chef d'établissement, ainsi que les communications prévues par le décret n° 2003-296.

### **3. Respect par le Titulaire du marché de la réglementation fiscale et sociale**

Le Titulaire s'engage à remettre :

- Lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail) ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

En outre, conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- Une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Le Titulaire doit s'assurer, lors de la conclusion du marché et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BPRT	B22-05240-LES	4000xxx / P5P30	23/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

#### **4. Les habilitations – les certifications**

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous les personnels amenés à intervenir sur le Centre de Cadarache (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, intervention en zone réglementée etc.) et à signaler toute modification des documents intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité à l'occasion de dommages causés par les salariés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

#### **5. Les modalités d'accès au Centre**

##### **5.1 La procédure CEA**

L'accueil des personnels du Titulaire s'effectuera conformément aux dispositions des procédures d'accès au centre CEA listées ci-après :

- Procédure « demande d'accès au centre CEA de Cadarache » référence DEN/CAD/DIR/PR/019,
- Procédure « demande d'accès autre que visiteur » référence DEN/CAD/DIR/PR/020.

A cette fin et avant le début d'exécution de la prestation objet du présent marché, le Titulaire se rapprochera de son correspondant technique contractuel (Unité donneur d'ordre) et lui délivrera toutes les informations lui permettant d'effectuer les démarches nécessaires pour l'accès des personnels du Titulaire.

Les demandes d'accès obéissent à des régimes différents suivant la durée de la présence sur le Centre de Cadarache telle que prévue au marché :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre, avec un délai d'anticipation entre la saisie dans l'application informatique HORUS et l'entrée sur le centre des personnels du Titulaire de :

- personnel UE : 7 jours incompressibles,
- personnel non UE : 20 jours ouvrés (délai réduit à 3 jours si le personnel est accompagné d'un agent CEA en permanence et sous réserve de l'obtention d'une dérogation de l'Officier de Sécurité du centre).

##### **Présence de longue durée (supérieure ou égale à 32 jours sur le centre) :**

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre qui dépose auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) une demande de Laissez-Passer Entreprise (LPE), dûment remplie et signée par le Titulaire avec toutes les pièces justificatives requises, suivant le formulaire adapté décrit dans la Procédure CEA précitée.

Dans le cas d'une première demande d'accès sur le Centre de Cadarache, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) deux (2) mois avant le début d'exécution de la prestation.

Dans le cas où l'Unité donneur d'ordre doit faire travailler le Titulaire avant ce délai de 2 mois, elle devra, après le dépôt du dossier, initier également une demande d'accès pour une présence de courte durée.

Dans le cas d'un renouvellement d'accès, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) quinze (15) jours avant le début d'exécution de la prestation.

##### **5.2 Les jours de fermeture du Centre de Cadarache**

Le Centre de Cadarache sera fermé aux dates suivantes, pour l'année 2023 : lundi 2 janvier, vendredi 19 mai, jeudi 13 juillet, du lundi 14 août au vendredi 18 août, et du vendredi 22 décembre au vendredi 29 décembre.

Pour les années suivantes, les jours de fermeture pourront être communiqués au Titulaire sur simple demande auprès de l'interlocuteur commercial CEA.

#### **6. La sous-traitance**

Les dispositions de la présente annexe s'appliquent également aux sous-traitants du Titulaire, proposés en début de marché ou en cours d'exécution.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BPRT	B22-05240-LES	4000xxx / P5P30	24/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

## **ANNEXE 2 – DÉCOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE (DPGF)**

Voix document EXCEL intitulé : « Décomposition Prix Lot 3B

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BPRT	<b>B22-05240-LES</b>	<b>4000xxx / P5P30</b>	25/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

**ANNEXE 3 – BORDEREAU DES PRIX COMPLÉMENTAIRES (BPC)**

Référence du document	DG/CAD/DSTG/SMA/BPRT	B22-05240-LES	4000xxx / P5P30	26/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	